



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°2026-05-DRCL-0175

**Portant modification des conditions d'exploitation des installations de traitement de déchets
non dangereux situées sur le territoire de la commune de Montpellier et exploitées par la
société Urba Méditerranée**

**La préfète de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7-3, L.181-14, R.181-45, R.181-46, R.181-47 ;
- VU** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 ;
- VU** La Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- VU** les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation et notamment :
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
 - l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
 - l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
 - l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
 - l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 - l'arrêté ministériel du 02 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°

2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- VU** l'arrêté préfectoral n°2006-I-2337 du 6 octobre 2006 autorisant la Communauté d'Agglomération de Montpellier à exploiter l'usine de méthanisation de déchets située ZAC Garosud sur la commune de Montpellier , modifié par :
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-I-137 de changement d'exploitant du 2 février 2015, au bénéfice de la société AMETYST ;
 - l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-04-DRCL-0147 du 28 avril 2025 portant actualisation des prescriptions applicables au site ;
- VU** la déclaration du 28 octobre 2025, relative au transfert d'autorisation environnementale en application de l'article R181-47 du Code de l'Environnement, au bénéfice de la société Urba Méditerranée, à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
- VU** le dossier de demande d'examen au cas par cas du 05 novembre 2025 ;
- VU** la décision de non- soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement du 18 décembre 2025 ;
- VU** le dossier de porter à connaissance du 19 décembre 2025, transmis le 2 janvier 2026 ;
- VU** l'avis d'ouverture d'une participation du public par voie électronique pendant la période allant du 3 février au 18 février 2026 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 03 avril 2026;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral adressé le 13 avril 2026 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;
- VU** le courriel de l'exploitant du 28 avril 2026 formulant des observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le dossier de porter à connaissance fait état des modifications apportées aux conditions d'exploitation de l'usine de Montpellier, de traitement des déchets non dangereux par méthanisation et compostage, autorisée par arrêté préfectoral n°2006-I-2337 du 6 octobre 2006 ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la poursuite de l'exploitation du site et notamment pour s'adapter à l'évolution réglementaire sur l'interdiction du retour au sol du compost d'ordures ménagères résiduelles à partir du 01 janvier 2027, en application de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, la société Urba Méditerranée souhaite réaliser des travaux d'adaptation et d'amélioration des installations ;

CONSIDÉRANT qu'outre les travaux d'amélioration prévus sur le site, les modifications concernent la mise en œuvre d'un broyeur pour les refus de tri et d'un déconditionneur pour les biodéchets. Ces installations et les volumes d'activités associés relèvent respectivement du régime de l'autorisation de la rubrique 2791-1 et du régime de l'enregistrement de la rubrique 2783-1 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que les travaux de mise en place de murs coupe-feu dans le Hall 8 et de reprise d'étanchéité de la toiture de ce Hall permettront une amélioration de la protection du site vis-à-vis de l'incendie ;

CONSIDÉRANT que le dossier met en évidence qu'aucun effet thermique lié à un incendie ne sort des limites de propriété et que le seuil des effets domino n'est pas atteint ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées ne sont pas de nature à engendrer des émissions atmosphériques et aqueuses supplémentaires ;

CONSIDÉRANT que compte tenu des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation prévus, les modifications projetées ne sont pas de nature à apporter de dangers ou inconvénients significatifs supplémentaires par rapport à la situation actuelle ;

CONSIDÉRANT que la participation du public par voie électronique prévue à l'article L.123-19-1 s'est déroulée du 3 février au 18 février 2026 et n'a donné lieu à aucune observation du public ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'encadrer ces modifications par des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que les modifications étant apportées dans le cadre d'un transfert d'autorisation environnementale, il y a lieu de regrouper, dans un seul arrêté, l'ensemble des dispositions applicables au site pour plus de lisibilité ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture du département de l'Hérault ;

ARRÊTE

CHAPITRE I PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article I.1 Bénéficiaire

La société Urba Méditerranée, SIRET : 992 408 922 00019, dont le siège social est situé au 230 rue Raymond Recouly - ZAC GAROSUD 34070 MONTPELLIER, exploite, à la même adresse, les installations de traitement de déchets, sous couvert du respect des prescriptions des articles suivants.

Article I.2 Actes antérieurs

Les prescriptions des articles suivants complètent l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006-I-2337 du 6 octobre 2006.

L'arrêté préfectoral n°2025-04-DRCL-0147 du 28 avril 2025 est abrogé.

Article I.3 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables dont notamment le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article I.4 Localisation et surface des installations

L'établissement est situé sur la commune de Montpellier, îlot 70 de la ZAC de Garosud, sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales	Superficie (en m ²)
Montpellier	« Mas Sabatier » - ZAC Garosud	OE 198	85 688

Article I.5 Nature des installations

N° rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Volume et nature de l'activité	Quantité autorisée	Régime (*)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant l'activité suivante : Traitement biologique	Traitement des déchets - WT	620 t/j	A
2782	Installations mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des	3 bioréacteur OM : 3 x 100 T/j	300 t/j	A

N° rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Volume et nature de l'activité	Quantité autorisée	Régime (*)
	installations réglementées au titre d'une autre législation			
2781-2a	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j	8 digesteurs indépendants de 1 400 m³ chacun (zone 7) – procédé par voie sèche – 3 filières séparées : OM (sortie tri) / OM (sortie BRS) / biodéchets Capacité maximale : 8 x 40 T/j Biogaz produit : 1 640 Nm³/h 4 torchères : 11,6 MW	8* 40 t/j soit 320 t/j	A
2780-2-a	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Unité de maturation/affinage (hall 8) Compost 2 Bio : 4 250 T/an	4 250 t/an	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Broyeur pour les refus de tri d'une Capacité de 162 t/j.	162 t/j	A
2783	Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique. La quantité de biodéchets déconditionnés étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j.	Installation de déconditionnement Capacité de 106 t/j.	106 t/j	E
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	Installations fonctionnant au biogaz 3 moteurs thermiques : 9,8 MW 1 chaudière : 1,8 MW	3 * 9,8 MW 1,8 MW	E

N° rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Volume et nature de l'activité	Quantité autorisée	Régime (*)
	<p>B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse [...] :</p> <p>1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW</p>			
4310-A	<p>Gaz inflammables catégorie 1 et 2</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t</p>	Biogaz : Ciel gazeux des digesteurs, installations de traitement du biogaz et canalisations jusqu'aux moteurs < 10 t	< 10 t	DC

* A : autorisation ; E : enregistrement ; D: déclaration

La rubrique 3532 est considérée comme la rubrique principale au titre de l'article R.515-61 du code de l'environnement. À ce titre les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables sont celles du document de référence (BREF) relatif aux traitement de déchets dit « BREF WT ».

Article I.6 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article I.7 Textes réglementaires applicables

Les installations décrites à l'article I.5 du présent arrêté, doivent être conformes aux dispositions des arrêtés suivants :

- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à

autorisation ;

- l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- l'arrêté ministériel du 02 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2783 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article I.8 Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article I.9 Modifications et cessation d'activité

I.9.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

I.9.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

I.9.3 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations autorisées par le présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration réalisée et transmise selon les conditions prévues par le code de l'environnement.

I.9.4 Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant du site autorisé par le présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée au Préfet comporte :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant ;
- les documents attestant que le nouvel exploitant est propriétaire des terrains sur lesquels se situent les installations ou qu'il a obtenu l'accord du ou des propriétaires de ceux-ci.

1.9.5 Cessation d'activités

Lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Les conditions de remise en état sont celles des articles R.512-39 à R.512-39-6 du code de l'environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site défini conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement ; l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

Article I.10 Réexamen des prescriptions

1.10.1 Conditions du réexamen

En application de l'article R.515-70 du Code de l'environnement, les dispositions suivantes sont applicables :

Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3532 mentionnée à l'article I.5 du présent arrêté :

- les prescriptions du présent arrêté sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux dispositions relatives aux valeurs limites d'émissions telles que définies aux articles R.515-67 et R.515-68 du code de l'environnement ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.
- Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

Les prescriptions dont est assortie l'autorisation, sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen tient compte de toutes les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou de toute mise à jour de celles-ci applicables à l'installation, depuis que l'autorisation a été délivrée ou réexaminée pour la dernière fois.

1.10.2 Délai de transmission du dossier de réexamen

En vue du réexamen prévu à l'article I.10.1, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Le dossier comporte notamment les éléments prévus par l'article R.515-72 du code de l'environnement.

CHAPITRE II ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Article II.1 La fonction sécurité-environnement

L'exploitant met en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions

édictees par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé. L'ensemble de ce dispositif est dénommé dans le présent arrêté « fonction sécurité -environnement ».

Article II.2 L'organisation de la sécurité et de la protection de l'environnement

La fonction sécurité-environnement est placée sous la responsabilité directe du directeur de l'établissement ou par délégation d'un ou plusieurs responsables nommément désignés.

Ce ou ces responsables, qui peuvent avoir d'autres fonctions (qualité, hygiène-sécurité, ou autres) doivent disposer de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

L'exploitation des installations se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de leur conduite et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

Article II.3 Mise en place et suivi d'indicateurs sécurité-environnement

Pour s'assurer du respect des présentes obligations réglementaires, et plus généralement du respect des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé, l'exploitant met en place des indicateurs adaptés aux différentes prescriptions et facteurs d'impact potentiel significatif sur l'environnement.

L'entreprise se dote des méthodes et outils nécessaires à l'analyse et à la mesure de ces indicateurs, ou fait appel, dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions du présent arrêté, à des prestataires de service externes.

Le personnel chargé de cette surveillance doit avoir suivi au préalable une formation aux appareils et procédures de mesures.

Article II.4 La documentation sécurité-environnement

La documentation sécurité-environnement est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Elle comprend au minimum :

- les informations sur les produits et procédés mis en œuvre ;
- les diagrammes organisationnels sur le plan des responsabilités dans le domaine sécurité-environnement ;
- les différents textes applicables aux installations, et notamment une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur et des arrêtés complémentaires le cas échéant ;
- le dossier « situations accidentelles » ;
- le plan de défense contre l'incendie ;
- les plans, en particulier d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents liquides ou gazeux, des points de contrôle et de mesure ;
- les méthodes et normes d'essai et de contrôle ;
- le registre d'admission des déchets et tous documents justifiant du respect du présent arrêté concernant la gestion des déchets entrants ou produits ;
- les documents de suivi de la production de compost ainsi que tous documents justifiant du respect du présent arrêté concernant la cession et l'utilisation des compost ;
- les résultats des dernières mesures sur les effluents atmosphériques et aqueux, sur le bruit, les odeurs, etc. ;
- les rapports des visites et audits ;
- les rapports d'expertise et de contrôles prévues par le présent arrêté, et autres rapports de

contrôles des installations électriques, appareils de levage, protection contre la foudre, appareils à pression, etc... ainsi que de tout autre équipement important pour la sûreté des installations ;

- les procédures et consignes prévues dans le présent arrêté et la liste associée ;
- le relevé des formations et informations données au personnel ;
- tout document constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires ;
- les justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux (à conserver 3 ans).

Article II.5 Procédures et consignes d'exploitation

La liste exhaustive des procédures et consignes d'exploitation est établie et mise à jour par l'exploitant. Elle est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

II.5.1 Procédures

Des procédures sont établies pour toutes les activités qui peuvent avoir un effet significatif sur les performances relatives aux différents points réglementés dans l'arrêté d'autorisation, et plus généralement sur l'environnement, au sens de la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Ces procédures permettent au personnel d'agir de telle sorte que l'impact sur l'environnement résultant de la mise en œuvre sur le site des produits et procédés soit réduit le plus possible.

Elles sont écrites avec la participation des opérateurs afin qu'elles correspondent à la réalité des moyens mis à leur disposition.

II.5.2 Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et entretien) sont obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés. Elles comportent explicitement les différents contrôles à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Outre le mode opératoire, elles comportent très explicitement :

- le détail des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modification ou d'entretien de façon à vérifier que les installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté et que les procédés sont maintenus dans les limites de sûreté définies dans le "dossier sécurité" ou dans son mode opératoire ;
- les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires ;
- la procédure de transmission des informations nécessaires entre les postes de travail ;
- les instructions de maintenance et nettoyage ;
- le principe de ne remettre en service une installation arrêtée par le déclenchement d'une sécurité qu'après suppression de la cause de l'arrêt.

Le respect de ces consignes est garanti par la rédaction de rapports écrits sous forme de tableaux à remplir par les intervenants avec signature, au fur et à mesure du déroulement des opérations.

II.5.3 Organisation de la documentation sécurité-environnement

Des procédures sont établies pour la maîtrise des documents concernant les thèmes de sécurité-environnement visés dans le présent arrêté, afin de garantir notamment :

- que les documents sont bien identifiés, localisés, et aisément accessibles et consultables sur au moins trois années précédentes ;
- qu'ils sont périodiquement examinés, révisés et validés ;
- que seules les versions actualisées sont détenues par les agents chargés de l'exploitation.

II.5.4 Formation et information du personnel

La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement et le fonctionnement des installations doit être assurée, chacun pour ce qui concerne le ou les postes qu'il peut être amené à occuper.

Sont notamment concernés :

- les postes ayant trait à la production, la mise en œuvre ou l'élimination de biogaz,
- la conduite et la maintenance des dispositifs de dépollution notamment concernant l'extraction d'air et le traitement sur biofiltres ainsi que la gestion des effluents liquides.
- la conduite et la maintenance des appareils de contrôle,
- tous dispositifs ayant trait à la sécurité (surveillance, contrôle, intervention).

Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis à vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement, et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes. Une vérification de la bonne prise en compte et assimilation de toutes ces informations est périodiquement assurée.

De plus, l'exploitant doit informer les sous traitants, fournisseurs, et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.

II.5.5 Rapport annuel de sécurité-environnement

Un rapport de synthèse concernant le domaine sécurité-environnement est établi chaque année par le ou les responsables sécurité-environnement à l'intention du directeur de l'établissement (dans le cas où la fonction de responsable sécurité-environnement est déléguée même partiellement).

Ce rapport argumenté comporte :

- les vérifications de conformité et leurs conclusions ;
- les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;
- les renseignements importants pour la sécurité-environnement, tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies,
- les résultats des tests, des exercices,
- la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires.
- le point de l'avancement des travaux programmés, ...

Ce rapport est tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

CHAPITRE III CONDITIONS D'AMÉNAGEMENT ET D'EXPLOITATION

Article III.1 Conditions générales

Les installations ainsi que les bâtiments et locaux qui les abritent sont conçus, aménagés, équipés et entretenus de manière à éviter, même en cas de fonctionnement anormal ou d'accident, une aggravation du danger.

En cas de perturbation ou d'incident ne permettant pas d'assurer des conditions normales de fonctionnement vis à vis de la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé, les dispositifs mis en cause doivent être arrêtés. Ils ne pourront être réactivés avant le rétablissement desdites conditions, sauf dans des cas exceptionnels intéressant la sécurité et dont il doit pouvoir être justifié.

Les installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations puissent être faites aisément.

Les salles de contrôle sont conçues, aménagées et équipées pour qu'en situation accidentelle, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures conservatoires permettant de limiter l'ampleur du sinistre.

Article III.2 Admission des déchets

III.2.1 Nature et origine des déchets admis

Seuls sont admis sur le site et dans les diverses installations de préparation/tri, méthanisation et compostage/affinage, les déchets ménagers et assimilés suivants :

- Déchets résiduels provenant du département de l'Hérault et des départements limitrophes (Aude, Tarn, Aveyron, Gard) : Ordures Ménagères Résiduelles collectées en porte à porte hors fraction valorisable collectée séparément, ayant ou non subi un traitement préalable (Fraction Organique Résiduelle triée mécaniquement sur un TMB,...). Le tonnage maximum annuel est de 170 000 tonnes.

- Biodéchets provenant des départements de la région Occitanie : déchets organiques collectés séparativement auprès des particuliers (fraction fermentescible des ordures ménagères – FFOM) ou provenant d'activités artisanales, commerciales ou de l'industrie agro-alimentaire (unités artisanales, agricoles ou industrielles de préparation ou de transformation de l'alimentaire) ayant ou non subi un traitement préalable d'extraction ou de concentration de la matière organiques. Jusqu'au 1^{er} juin 2029, la zone de chalandise est étendue à la région Provence Alpes Côte d'Azur dans la limite de 10 000 t/an. Le tonnage maximum annuel totale de biodéchets est de 33 000 tonnes.

Sous réserve du respect de la provenance et des tonnages maximaux annuels précités, pourront également être admis :

- des papiers cartons ,
- des déchets verts broyés.

L'admission de tout autre déchet ne répondant pas à ces critères est interdite. Notamment, ne sont pas admis les déchets suivants:

- déchets dangereux,
- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- déchets provenant des abattoirs et équarissages et autres déchets d'origine animale (fumiers, fientes,...) ;
- boues de stations de traitement des eaux usées.

Il est également interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

III.2.2 Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son établissement et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur, une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant dans ce recueil les motifs pour laquelle il a refusé l'admission d'un déchet.

III.2.3 Gestion des entrées

Toute livraison de déchet fait l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ;
- d'un contrôle qualitatif et quantitatif ;
- d'un contrôle de non-radioactivité du chargement. La méthodologie à suivre en cas déclenchement du portique de détection de radioactivité fait l'objet d'une procédure spécifique.
- d'un enregistrement pour chaque livraison admise sur le site.

- Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne:
- les quantités et les caractéristiques des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte ;
- la date et l'heure de réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le résultat des éventuels contrôles d'admission.

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

En cas de non-conformité avec les données figurant sur l'information préalable et avec les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.

Article III.3 Production du compost

III.3.1 Contrôle et suivi du procédé

La gestion doit se faire par lots séparés de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes (exemple : mêmes matières premières, mêmes dosages, mêmes dates de fabrication...).

L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi sur lequel il reporte toutes informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage, et en particulier : mesures de température, rapport C/N (carbone/azote), humidité, dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains. Les mesures de température sont réalisées en continu. La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 10 ans.

Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

III.3.2 Utilisation du compost

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Pour pouvoir être utilisé comme matière première pour fabriquer une matière fertilisante ou un support de culture, le compost produit doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans les tableaux 1 a et 1b suivants.

Tableau 1 a - Teneurs limites en éléments-traces métalliques

ÉLÉMENTS-TRACES MÉTALLIQUES	VALEUR LIMITE dans les matières organiques (milligrammes par kilogramme MS)	FLUX CUMULÉ MAXIMUM apporté par les matières à épandre en 10 ans (grammes par mètre carré)
Cadmium	10	0,015
Chrome	1 000	1,5
Cuivre	1 000	1,5
Mercure	10	0,015

Nickel	200	0,3
Plomb	800	1,5
Zinc	3 000	4,5
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4 000	6

Tableau 1 b - Teneurs limites en composés-traces organiques

COMPOSÉS-TRACES	VALEUR LIMITE dans les matières organiques (mg / kg MS)		FLUX CUMULÉ MAXIMUM apporté par les matières à épandre en 10 ans (mg / m ²)	
	Cas général	Épandage sur pâturages	Cas général	Épandage sur pâturages
Total des 7 principaux PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153, 180)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2

Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, la matière fertilisante ou le support de culture ainsi obtenu, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.

Les compost non conformes aux spécifications du présent article pourront être éliminés dans des centres de stockage dûment autorisés au titre de la législation sur les installations classées.

Les justificatifs nécessaires seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural. Ils comprennent au moins pour chaque sortie de compost :

- la date, la quantité enlevée et les caractéristiques du compost (lot d'origine, résultats d'analyses),
- l'identité et les coordonnées du client.

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou d'avoir un compost ou une matière conforme à une norme d'application obligatoire, l'épandage des composts peut-être envisagé sous réserve du respect des dispositions définies ci-après.

Tout compost ne répondant pas aux critères relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture et non destiné à l'épandage doit être traité selon les dispositions du présent arrêté relatives à l'élimination des déchets.

III.3.3 Épandage

Les matières à épandre ont un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et leur application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ainsi qu'à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des matières à épandre, l'aptitude du sol à les recevoir, le périmètre d'épandage et les modalités de sa réalisation. Cette étude justifie de la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées ou les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus aux articles L. 212-1 à L. 212-7 du code de l'environnement.

Elle comprend notamment :

- les caractéristiques des matières à épandre (quantités prévisionnelles, valeur agronomique, teneur en éléments traces et agents pathogènes...); les analyses pour la caractérisation de la valeur

agronomique des matières à épandre portent sur l'ensemble des paramètres suivants :

- matière sèche (%) ; matière organique (en %) ;
- pH ;
- azote total ; azote ammoniacal (en NH_4) ;
- rapport C/N ;
- phosphore total (en P_2O_5) ; potassium total (en K_2O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ;
- oligoéléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn, et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. Les autres oligoéléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des matières à épandre.
- la représentation cartographique au 1/25 000 du périmètre d'étude, et des zones aptes à l'épandage ;
- l'identification des contraintes liées au milieu naturel ou aux activités humaines dans le périmètre d'étude et l'analyse des nuisances pouvant résulter de l'épandage ;
- les caractéristiques des sols, les systèmes de culture et la description des cultures envisagées sur le périmètre d'étude ;
- la description des modalités techniques de réalisation de l'épandage (matériels, périodes...) ;
- les préconisations spécifiques d'utilisation des matières à épandre en fonction de ses caractéristiques, de celles du sol, des systèmes et types de cultures et autres apports de matières fertilisantes ;
- la représentation cartographique à une échelle appropriée des parcelles exclues de l'épandage sur le périmètre d'étude et les motifs d'exclusion ;
- un exemplaire de l'accord des utilisateurs de matières à épandre pour la mise à disposition de leurs parcelles et une liste de celles-ci selon leurs références cadastrales ;
- une analyse des sols réalisée en un point de référence, repéré par ses coordonnées Lambert, représentatif de chaque zone homogène . Cette analyse porte sur les paramètres mentionnés au tableau 2 ci-après, et sur l'ensemble des paramètres suivants :
 - granulométrie,
 - matière sèche (%) ; matière organique (en %) ;
 - pH ;
 - azote total ; azote ammoniacal (en NH_4) ;
 - rapport C/N ;
 - phosphore échangeable (en P_2O_5) ; potassium échangeable (en K_2O) ; calcium échangeable (en CaO) ; magnésium échangeable (en MgO) ;
 - oligoéléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn).

Tableau 2 - Valeurs limites de concentration en éléments-traces métalliques dans les sols

éléments-traces dans les sols	valeur limite (mg / kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

Tableau 3 - Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les matières à épandre pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6

éléments-traces métalliques	flux cumulé maximum apporté par les matières à épandre sur 10 ans (g / m ²)
-----------------------------	---

Cadmium	0,015
Chrome	1,2
Cuivre	1,2
Mercure	0,012
Nickel	0,3
Plomb	0,9
Zinc	3
Chrome + cuivre + nickel + zinc	4
Sélénium (pour le pâturage uniquement)	0,12

L'exploitant informe le préfet de département de son intention d'épandre et lui transmet, au moins 3 mois avant la réalisation de l'épandage, l'étude préalable d'épandage précitée, complétée par l'indication des filières alternatives d'élimination ou de valorisation prévues dans les cas où l'épandage s'avérerait impossible.

Au moins un mois avant la réalisation des opérations concernées, un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole. Ce programme doit définir les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des matières à épandre, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage, les parcelles réceptrices.

Un cahier d'épandage (registre), conservé pendant une durée de 10 ans doit être tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandages ;
- les caractéristiques des matières à épandre (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces, pour les composts la référence du lot), les quantités épandues, et les quantités d'azote épandu toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices, leur surface et la nature des cultures ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage.

L'étude préalable, le programme prévisionnel annuel et le cahier d'épandage, ainsi qu'une synthèse annuelle des informations figurant au registre sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sont établis à partir du bilan global de fertilisation. Dans les zones vulnérables, la quantité maximale d'azote organique épandu est limitée à 170 kg/ha/an.

Les matières à épandre ne peuvent être épandues :

- si les concentrations en agents pathogènes sont supérieures à :
 - Salmonella : 8 NPP/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable) ;
 - Enterovirus : 3 NPPUC/10 g MS (dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes) ;
 - oeufs de nématodes : 3 pour 10 g MS ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le produit à épandre excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b ci-dessus ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les produits à épandre en éléments ou composés indésirables excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b ci-dessus ; lorsque l'épandage est réalisé sur des pâturages, le flux maximum des éléments traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de 10 ans, est celui du tableau 3 ci-dessus ;

- si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 ci-dessus. Des dérogations aux valeurs de ce tableau 2 peuvent toutefois être accordées par le préfet sur la base d'une étude géochimique des sols concernés démontrant que les éléments-traces métalliques des sols ne sont ni mobiles, ni biodisponibles.

Les analyses des matières à épandre sont réalisées pour chaque lot de fabrication dans un délai tel que les résultats d'analyse sont connus avant mise à disposition du lot.

Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence au minimum tous les 10 ans et après l'ultime épandage sur la parcelle.

Les doses d'apport devront être adaptées aux besoins des sols ou des cultures dans des conditions ne devant pas entraîner de risques de ruissellement hors du champ d'épandage.

L'épandage est interdit :

- à moins de 35 mètres des puits, forages, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulement libre, des installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères, des cours d'eau et des plans d'eau; cette distance est portée à 100 mètres si la pente du terrain est supérieure à 7 % ;
- sur les herbages ou cultures fourragères, trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères ;
- sur des terrains affectés à des cultures maraîchères et fruitières pendant la période de végétation, à l'exception des cultures d'arbres fruitiers ;
- sur des terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact direct avec les sols, ou susceptibles d'être consommées à l'état cru, 10 mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé et lors de fortes pluies.

Article III.4 Accès, voies internes et aires de circulation

L'exploitant établit des consignes d'accès des véhicules à l'établissement, de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement ainsi que de chargement et déchargement des véhicules. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, plan de circulation...).

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Il fait l'objet d'une signalisation appropriée, en contenu et en implantation, indiquant le danger et les restrictions d'accès. Sont notamment concernées les zones où des atmosphères explosives peuvent apparaître ainsi que les bassins de collecte des eaux pluviales.

Les accès, voies internes et aires de circulation sont de largeur suffisante pour éviter les risques de collisions notamment dans les secteurs à double sens. Ils sont nettement délimités et réglementés en fonction de leur usage, revêtues (béton, bitume, etc.) et maintenus en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation et, en particulier, celle des engins des services d'incendie et de secours.

Des dispositions appropriées sont prises pour éviter que des véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, stockages ou leurs annexes. En particulier :

- la circulation des véhicules sur les parties de voies qui longent les méthaniseurs se fait en sens unique,
- sur les autres voies, le double sens de circulation est organisé et réglementé,
- les transferts de produits dangereux ou insalubres (hydrocarbures, acides,...) à l'intérieur de l'établissement s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes spécifiques.

La chaussée de la voirie projetée doit permettre un accès permanent aux différents bâtiments ainsi qu'aux poteaux incendie. Elle doit répondre aux caractéristiques minimales suivantes:

- largeur minimale de la voie de 8 mètres, sauf pour la voie centrale dans sa partie située entre les biodigesteurs et le bâtiment de compostage, comportant une bande de roulement répondant aux caractéristiques ci-dessous, quel que soit le sens de circulation suivant lequel elle est abordée depuis la voie publique ,
- largeur minimale de la bande de roulement: (bandes réservées au stationnement exclues)
- 5,00 mètres pour la voie centrale précitée,
- 6,50 mètres pour toutes les autres voies.
- force portante suffisante pour un véhicule de 160 kilo-Newtons avec un maximum de 90 kilo-Newtons par essieu, eux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- résistance au poinçonnement: 80 Newtons/cm² sur une surface maxi de 0,20 m²,
- pente inférieure à 15%,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50 m de hauteur (passage sous voûte).

La dimension des voies périphériques doit permettre :

- le stationnement d'un véhicule de secours à au moins huit mètres de la façade des parois du bâtiment ou de l'équipement à défendre, sauf pour les portions de la voie Nord au droit des biofiltres et de la voie Est au droit du bâtiment de réception des déchets résiduels,
- le croisement de deux véhicules de secours.

Les installations doivent être conçues de manière à permettre en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours sous au moins deux angles différents.

L'ensemble des portails d'accès au site, devront être facilement déverrouillables par les sapeurs-pompiers.

Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques.

Sans préjudice pour le respect du Code de la Route, l'exploitant prend toutes dispositions utiles pour inciter à l'utilisation par les poids-lourds entrant et sortant de son site, des voies de desserte locale les plus adaptées à la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Article III.5 Surveillance des installations

Une surveillance des installations doit permettre de garantir la sécurité des personnes et des biens y compris en dehors des heures de travail.

L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le personnel de surveillance :

- doit être familiarisé avec les installations et les risques encourus ; il doit recevoir à cet effet une formation particulière ;
- doit être équipé des moyens de communication permettant de diffuser une alerte dans les meilleurs délais.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux, à tout moment, en cas de besoin.

Article III.6 Entretien de l'établissement

L'établissement et ses abords sont tenus dans un état de propreté satisfaisant et notamment les voies de circulation, l'intérieur des bâtiments d'exploitation, les aires de stockage et les conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes, les envols et entraînements de poussières susceptibles de contaminer l'air ambiant et les eaux pluviales. Les matériels de nettoyage doivent être adaptés aux risques présentés par les produits et poussières.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant doit être régulièrement entretenu et maintenu en bon état de propreté et d'esthétique (peinture, plantations, zones engazonnées, écrans de végétation, ...).

Lorsque les travaux d'entretien ne portent que sur une partie des installations dont le reste demeure en exploitation, toutes les précautions telles que vidange, dégazage, neutralisation des appareils, isolement des arrivées et des départs des installations, obturation des bouches d'égout ..., sont prises pour assurer la

sécurité.

Toutes dispositions sont mises en œuvre pour éviter la prolifération des rongeurs, mouches, ou autres insectes et de façon générale tout développement biologique anormal. L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un an.

Article III.7 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir la sécurité et la prévention des accidents.

CHAPITRE IV PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

Article IV.1 Prélèvement et consommation d'eau

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement des installations.

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

L'alimentation en eaux à usage industriel s'effectue à partir du réseau public d'alimentation en eau potable.

L'exploitant met en place les moyens de comptage nécessaires au suivi de sa consommation en eau.

L'usage du réseau d'eau d'incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

Article IV.2 Période de sécheresse

IV.2.1 Dispositions générales

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>. Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.

Lorsque dans la zone d'alerte dans laquelle sont implantées les installations et notamment les ouvrages de prélèvement, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires permettant :

- de réduire les prélèvements et la consommation d'eau
- limiter des rejets polluants.

IV.2.2 Prélèvement d'eau

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s)	Nom de la masse d'eau	Code SDAGE masse d'eau	Prélèvement annuel (m³) et mensuel en étiage (juillet, août,	Débit de prélèvement maximal journalier (m³/jour)
				Niveau de gestion sécheresse

			septembre)					
				Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau d'alimentation public en eau de la ville de Montpellier	les alluvions anciennes entre Vidourle et Lez et littoral entre Montpellier et Sète	FRDG102	48 000 m ³ /an et 4800 m ³ /mois en étiage	160 m ³ /jour	150 m ³ /jour (réduction de 6,3%)	140 m ³ /jour (réduction de 12,5%)	128 m ³ /jour (réduction de 20%)	120 m ³ /jour (réduction de 25%)

Les niveaux de prélèvements ci-dessus peuvent être modifiés par décision préfectorale.

IV.2.3 Mesures de restrictions

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les installations et les prélèvements de l'établissement.

Niveau de gestion sécheresse	Mesures
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel sur le dépassement du seuil de vigilance • Sensibilisation du personnel aux règles de bon usage d'économie d'eau selon une procédure écrite et affichée sur site • Limitations volontaires des usages de l'eau • Définition d'un programme renforcé d'autosurveillance des effluents • Relevé journalier des dispositifs de mesure totalisateur des installations de prélèvement d'eau et consignation sur un registre
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte • Mesures définies pour le niveau de vigilance • Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h • Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique • Alimentation des points d'utilisation d'eau d'agréments interdits excepté en circuit fermé • Test des poteaux incendie et purge des réseaux d'eau interdit • Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique • Renforcement du programme de vérification du bon fonctionnement des installations et équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents, • Mise en œuvre du programme de renforcement de l'autosurveillance défini au seuil de vigilance • Définition des modifications à apporter à son programme de production afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et

	celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte • Mesures définies pour le niveau d'alerte • Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit • Mise en œuvre du programme de production modifié défini au seuil d'alerte • Déclaration sous l'outil GIDAF selon l'arrêté ministériel du 3/07/24 modifiant AM du 30/06/2023
<u>Crise</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Information du personnel sur le dépassement du seuil d'alerte • Mesures définies pour le niveau d'alerte • Les cas échéant, application des directives préfectorales pouvant aller jusqu'à l'arrêt des lignes de production

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori des mesures mises en places,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents,
- une proposition de modifications des mesures précitées le cas échéant avec de nouvelles mesures.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.

Article IV.3 Aménagement des réseaux d'eaux

Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement sont du type séparatif. On doit distinguer en particulier les réseaux d'eaux pluviales externes, d'eaux pluviales internes en distinguant les eaux de voiries susceptibles d'être polluées, d'eaux de refroidissement, d'eaux de purges, d'eaux usées de procédé ou de lavage et d'eaux sanitaires.

Les réseaux de distribution d'eaux à usage sanitaire sont protégés contre tout retour d'eaux polluées, en particulier provenant d'installations industrielles, par des dispositifs conformes aux prescriptions du Code de la santé publique.

Toute communication entre les réseaux d'eaux à usage sanitaire et les autres réseaux est interdite.

Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux polluées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible.

Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux sont conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.

Article IV.4 Schémas de circulation des eaux

L'exploitant tient à jour des schémas de circulation des eaux faisant apparaître les sources, les cheminements, , les stockages, les dispositifs d'épuration, les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux différents points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible tout en respectant le principe de séparation des réseaux évoqués ci-dessus.

Ces schémas sont tenus en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article IV.5 Aménagement des points de rejet

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article IV.6 Entretien des réseaux, bassins et installations de traitement

Le bon état de l'ensemble des installations de collecte, de traitement, de stockage ou de rejet des eaux est vérifié périodiquement afin qu'elles puissent garder leurs pleines utilisations.

Les observations relevées au cours de ces opérations ainsi que les anomalies constatées figurent sur le registre prévu plus loin.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en diminuant voire en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Dans tous les cas, l'exploitant informera l'inspecteur des installations classées de cette indisponibilité, auquel il remettra sans délai, un rapport d'incident, analysant les mesures à prendre pour prévenir son renouvellement.

Article IV.7 Eaux pluviales

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité.

Les eaux pluviales du bassin versant extérieur à l'établissement sont collectées, détournées de l'établissement et rejetées dans le milieu naturel.

Les eaux pluviales tombant à l'intérieur de l'établissement sont collectées et dirigées vers les équipements étanches suivants :

- de 2 bassins d'une capacité totale d'au moins 750 m³ pour la collecte des eaux de ruissellement des aires de stationnement, des voies de circulation et des plateformes techniques; ces bassins sont équipés avant rejet dans le bassin de 3500 m³, d'un déboureur-déshuileur conforme aux normes en vigueur et muni d'un obturateur automatique;
- un bassin d'au moins de 3500 m³ pour la collecte des eaux de surverse des bassins de 750 m³ et des eaux de toitures ;
- un bassin d'au moins 700 m³ pour la collecte des eaux de surverse du bassin de 3500 m³ et des eaux de ruissellement des espaces verts.

La capacité totale de rétention constituée par ces trois bassins doit permettre d'accepter les effets d'une précipitation au moins centennale.

Article IV.8 Eaux industrielles

Les eaux industrielles sont constituées :

- des eaux de lavage des bâtiments, des installations et des engins d'exploitation,
- des eaux de procédé (eaux de presses, jus de déchets stockés ou des digestats en maturation, condensats de biogaz, purges de biofiltres, rejets aqueux issus des traitements de l'air et du biogaz).

Le réseau de collecte des eaux de lavage doit être raccordé au réseau d'eaux usées après passage dans un dégrilleur et dans un déboureur/déshuileur correctement dimensionnés.

Les boues acides issues des installations de traitement sont traitées comme des déchets conformément aux dispositions du chapitre VI du présent arrêté relatif à l'élimination des déchets.

Toutes dispositions sont prises pour assurer un recyclage maximal des eaux de procédé. Les eaux sont stockées en bassins étanches permettant notamment d'assurer une décantation suffisante des effluents. En cas de nécessité, le rejet de ces eaux s'effectuera au réseau d'eaux usées.

Le rejet de ces eaux dans le milieu naturel ou, sans traitement préalable, dans un réseau d'eaux usées urbaines, est interdit en toute circonstance

Article IV.9 Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires seront déversées dans le réseau communal d'assainissement dans le respect des prescriptions du règlement édicté par le gestionnaire de ce réseau.

Article IV.10 Entretien des véhicules et engins

Hormis leur lavage, l'entretien des véhicules et autres engins mobiles s'effectuera exclusivement sur des aires couvertes spécialement aménagées à cet effet permettant de limiter autant que possible les risques de pollution et reliées au circuit des eaux usées industrielles de l'établissement.

Article IV.11 Limitation des rejets aqueux

IV.11.1 Principes généraux

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Le rejet d'eaux industrielles ou pluviales souillées dans une nappe souterraine, direct ou indirect, même après épuration, est interdit.

Le raccordement des réseaux d'eaux industrielles à une station d'épuration collective n'est envisageable que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter ces eaux sans qu'il n'en résulte de perturbation ou de détérioration de cette infrastructure. L'exploitant doit être en mesure d'attester de cette aptitude. Les présentes prescriptions s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 35-8 du Code de la Santé Publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

IV.11.2 Valeurs limites

Les valeurs limites des rejets doivent être conformes aux dispositions contenues dans la réglementation en vigueur. Elles s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. 10% des mesures journalières (comptées sur une base mensuelle) peuvent dépasser ces valeurs limites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

Les rejets d'eaux pluviales du bassin final de collecte de 700 m³ doivent respecter, en particulier, les valeurs limites suivantes avant rejet dans le bassin de rétention du réseau pluvial de la ZAC :

- pH : 5.5 - 8.5 u pH
- température: inférieure à 30 °C
- DCO: 125 mg/l
- DBO5: 30 mg/l
- MES: 35 mg/l
- Hydrocarbures totaux: 10 mg/l

Les rejets d'eaux industrielles, notamment les eaux de process doivent respecter les termes de la convention de raccordement passée avec le gestionnaire du réseau d'assainissement et également, les valeurs limites suivantes avant rejet au réseau d'eaux usées :

- Débit10 m³/h
- pH : 5.5 - 8.5 u pH
- température: inférieure à 30 °C

Substance/ paramètre		Fréquence minimale de la surveillance	Valeur limite de rejet (*)
DCO		Une fois par mois	180 mg/l
MEST		Une fois par mois	60 mg/l
Azote total (N total)		Une fois par mois	25 mg/l
Phosphore total (P total)		Une fois par mois	2 mg/l
Métaux :	As	Une fois par mois	0,05 mg/l
	Cd		0,02 mg/l
	Cr		0,15 mg/l
	Cu		0,25 mg/l
	Ni		0,2 mg/l
	Pb		0,05 mg/l
	Zn		0,8 mg/l
	Hg		1 µg/l

(*) Le taux d'abattement de la station d'épuration doit être appliqué aux valeurs seuils du tableau pour la mesure avant rejet pour les paramètres suivants : DCO (taux abattement 90,6%), MEST (taux abattement 93,5%), Azote totale (taux abattement 23,2 %) et phosphore total

Article IV.12 Surveillance des rejets aqueux

L'exploitant met en œuvre des moyens de surveillance de ses eaux résiduaires et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés et les concentrations avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations, en cas de dérive. Ces actions garantiront le respect des normes de rejet.

L'exploitant procède à un contrôle mensuel des différents rejets aqueux portant sur les paramètres définis ci-dessus. Le débit des eaux industrielles rejetées vers le réseau communal est mesuré et enregistré.

Article IV.13 Autres contrôles

Des mesures et des contrôles supplémentaires pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.

Article IV.14 Information concernant la pollution aqueuse

Un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Ces registres doivent être archivés pendant une période d'au moins deux ans. Ils pourront être remplacés par d'autres supports d'information définis en accord avec l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE V PRÉVENTION DES POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article V.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière:

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article V.2 Surveillance de la production de biogaz

Le temps de fonctionnement de chaque appareil de combustion (chaudière, moteurs, torchère) ainsi que le débit de biogaz produit sur les biodigesteurs et utilisé par les moteurs est mesuré et enregistré en continu.

L'exploitant procède à des analyses mensuelle de la composition du biogaz produit, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH_4 , CO_2 , O_2 , H_2S , H_2 et H_2O . La fréquence des analyses des paramètres suivants CO_2 , O_2 , H_2 et H_2O sera redéfinie en accord avec l'inspecteur des installations classées mais sera au moins semestrielle. La mesure des paramètres CH_4 et H_2S est réalisée au minimum quotidiennement au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.

Il fait procéder annuellement par un organisme agréé à des analyses de la composition du biogaz sur les mêmes paramètres ainsi que sur les éléments Benzène, Méthanol, Naphtalène et Formaldéhyde.

Le biogaz produit est prétraité avant valorisation selon les conditions fixées à l'article V.3.1 suivant.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article V.3 Odeurs

Les installations doivent être aménagées, équipées et exploitées afin que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies non maîtrisées, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

V.3.1 Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter, canaliser et traiter ces émissions.

Captage des émissions odorantes

Les émissions odorantes sont autant que possible captées à la source et canalisées.

L'air vicié doit être collecté au niveau des points d'émission et en particulier au niveau des zones suivantes : bâtiments d'exploitation (réception, transit, tri et stockage des déchets, compostage et affinage, pressage des digestats), fosse de réception, BRS, cuves de collecte et de décantation des eaux de procédés.

La dispersion des odeurs doit être limitée le plus possible :

- en assurant la fermeture permanente des bâtiments d'exploitation ;
- en mettant en œuvre une ventilation des locaux adaptée ;
- en évitant les dégagements d'odeurs provenant notamment des BRS et des convoyeurs par capotage et aspiration si possible ;
- en effectuant un nettoyage approprié des locaux.

Les différentes unités du site sont équipées d'un réseau d'extraction d'air adapté relié à des installations de traitement et de désodorisation.

Les différentes zones sont isolées sur le plan aéraulique et la ventilation des halls d'exploitation est maîtrisée et contrôlée. En particulier, le système aéraulique double flux mis en place doit permettre de limiter autant que possible les émissions diffuses. Pour cela, les systèmes de ventilation (équipements de soufflage et d'extraction notamment) sont implantés et dimensionnés de sorte à capter au maximum l'air des zones d'exploitation et à limiter les dégagements d'odeurs diffus, tout en assurant une bonne aération des locaux.

Des règles d'exploitation adaptées sont mises en œuvre notamment pour limiter l'ouverture des portes d'accès aux halls d'exploitation. Entre autres :

- Les portes d'accès des véhicules dans les bâtiments sont automatiques et munies de détecteurs de position reportée en salle de contrôle de l'installation.
- Le maintien excessif de ce type de porte en position ouverte doit déclencher une alarme temporisée en salle de contrôle.
- Les portes d'accès piétons sont munies de groom mécanique.
- L'exploitant met en place un compactage des refus légers pour limiter les rotations et par là les ouvertures de porte pour leur évacuation.

L'air de la fosse est capté et traité de manière spécifique.

L'air servant à l'oxygénation des tas de compost est également capté et traité.

Les bassins de collecte des eaux de process sont couverts et mis en dépression. L'air est traité par les installations d'épuration de l'air.

L'aire de lavage des véhicules est couverte et fermée entièrement (bâtiment).

Les émissions liées à la circulation des poids lourds venant livrer et charger les déchets et les composts, sont au minimum limitées par le bâchage des véhicules et, si nécessaire, le nettoyage des roues sur une aire spécifiquement aménagée. Les eaux issues du lavage sont traitées comme des eaux industrielles.

Traitement de l'air

Les installations sont dimensionnées et exploitées pour traiter l'air vicié capté au niveau des unités.

En fonctionnement normal (hors maintenance des équipements), le traitement de l'air est notamment assuré par les dispositifs suivants :

	Émissaires	Installations raccordées	Traitement
1	Ligne de traitement 1 (biofiltres 1 et 2)	Zone de compostage et de maturation dont aération des andains (hall 8) + zone de déshydratation des digestats (zone 7)	Dépoussiéreur (voie humide) Laveur à acide Biofiltre 1 ou 2 Filtre à charbon actif Débit d'air traité : 160 000 Nm ³ /h minimum
2	Ligne de traitement 2 (biofiltre 3)	Zones de tri (halls 4-5-6) + BRS entrées + BRS sorties	Dépoussiéreur (laveur à eau) Biofiltre 3 Débit d'air traité : 110 000 Nm ³ /h minimum
3	Ligne de traitement 3 (charbon actif)	Fosse de réception (hall 4)	Dépoussiéreur (laveur sec - filtre à manches) Filtre à charbon actif Débit d'air traité : 20 000 Nm ³ /h minimum

L'exploitant établit des procédures spécifiques pour les opérations de maintenance des installations de traitement. Ces procédures définissent les mesures compensatoires mises en œuvre pendant ces périodes. L'exploitant identifie et maîtrise les éventuels effets induits par ces mesures, en particulier en cas d'arrêt des dispositifs de ventilation.

Les procédures précitées sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de dysfonctionnement des installations, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais.

Traitement du biogaz

Le biogaz produit est valorisé dans des installations de combustion conformes aux dispositions du présent arrêté ou à défaut brûlé en torchère conformément aux dispositions de l'article V.4 du présent arrêté.

En préalable à sa valorisation dans les installations de combustion, le biogaz fait l'objet d'un traitement adapté comprenant notamment une désulfurisation.

Les dispositifs sont conçus pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive et doté des sécurités permettant de prévenir ce risque.

En fonctionnement stabilisé, le biogaz issu de l'installation de méthanisation présente, à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, une teneur en H₂S inférieure à 750 mg/Nm³.

Caractéristiques des émissaires

Outre le respect des dispositions du présent arrêté concernant les installations de combustion, les points de rejet à l'atmosphère présentent les caractéristiques suivantes :

	Émissaires	Nb de rejets	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Vitesse mini (m/s)	Débit nominal (Nm ³ /h)
1	Ligne de traitement 1 (BF1-2)	1	20	2	18	180 000
2	Ligne de traitement 2 (BF3)	1	25	1,6	18	130 000
3	Ligne de traitement 3 (CA)	1	14	0,8	16,6	30 000
4 a-b-c	Groupes de cogénération (x3)	3	13	0,4	35	3 x 6 000
5	Chaudière	1	15	0,4	8	3 600
6 a-b-c-d	Torchères (x4)	4	14,4	1	6	4 x 5 000

Les émissaires ne comportent pas d'obstacle à la diffusion des gaz et sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.

Fonctionnement des installations de traitement

Tout rejet direct à l'atmosphère d'air non traité ou de biogaz sans traitement préalable ne permettant pas de respecter les valeurs fixées à l'article V.3.2 est interdit. Cette disposition s'applique notamment aux phases de démarrage et d'arrêt des digesteurs et de remplacement de la charge des biofiltres.

L'exploitant prend toutes les dispositions permettant d'assurer une maintenance préventive et curative suffisamment stricte pour limiter les pannes et les délais d'intervention ou de remplacement de matériels dont une défaillance pourrait nuire à l'impact olfactif du site.

Les équipements électriques concourant au fonctionnement du réseau d'extraction et de traitement d'air doivent pouvoir être maintenus en service en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les installations d'extraction et de traitement de l'air et du biogaz font l'objet de contrôles réguliers et adaptés afin de :

- détecter tout dysfonctionnement ou passage préférentiel impliquant des rejets directs sans traitement efficace, et y remédier dans les délais les plus courts possibles ;
- vérifier l'efficacité de traitement des biofiltres au cours du temps quelque soient les variations de charges polluantes ou de débits d'air à traiter.

La nature et la fréquence des contrôles sont communiquées à l'inspecteur des installations classées. Cette communication est renouvelée chaque fois que nécessaire en cas de modification.

L'exploitant identifie les indicateurs et paramètres qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation. En particulier, sont régulièrement contrôlés au niveau des biofiltres : l'humidité, le pH, la température, la différence de pression amont/aval de la biomasse et le délai de contact entre les éléments nutritifs. L'exploitant suit également les rendements épuratoires des installations de traitement de l'air (taux d'abattement d'odeurs *a minima*) et des installations de traitement du biogaz (taux d'abattement d'H₂S *a minima*).

Toute dérive implique des actions correctives déterminées par l'exploitant.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, de ses performances par rapport aux obligations réglementaires et de ses effets sur l'environnement.

Le plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité des installations et de leur bon fonctionnement est mis en œuvre sur la base de procédures formalisées.

Ces procédures, adaptées à l'exploitation des installations, définissent notamment les paramètres de suivi, les plages de fonctionnement, les fréquences de contrôles ainsi que les critères et les modalités d'intervention et/ou de maintenance pour le bon fonctionnement des installations de traitement. Elles sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

De même, les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

Indisponibilités

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations dûment autorisées.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont notamment mises en œuvre dès lors que le niveau de la fosse ou de l'aire de réception des déchets atteint les capacités fixées à l'article I.5 ou en cas de dysfonctionnement ne permettant pas de traiter les déchets dans un délai maîtrisé.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la nature et des coordonnées de l'installation vers laquelle il dirige les déchets qui ne peuvent pas être traités sur le site de ce fait.

V.3.2 Valeurs et conditions de rejet limites

Rejets canalisés

Le niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant est défini conventionnellement comme étant le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.

Le débit d'odeurs est défini conventionnellement comme étant le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.

Les installations de traitement de l'air sont dimensionnées et exploitées de telle sorte que les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

- Paramètre odeur :

Numéro	Émissaires	Niveau d'odeur (UOE/Nm ³)	Débit d'odeur (UOE/h)
1	Ligne de traitement 1 (BF1-2)	300	60.10 ⁶
2	Ligne de traitement 2 (BF3)	500	84.10 ⁶
3	Ligne de traitement 3 (CA)	100	3.10 ⁶
4 a-b-c	Groupes de cogénération (x3)	1325	(3 x) 6.10 ⁶
5	Chaudière	550	2.10 ⁶
6 a-b-c-d	Torchères (x4)	60	(4 x) 1,25.10 ⁶

- Paramètres poussières et COV totaux :

Numéro	Émissaires	Valeurs limites en poussière (mg/Nm ³)	Valeurs limites en COV totaux (mg/Nm ³)
2	Ligne de traitement 2 (BF3)	5	40

V.3.3 Surveillance des rejets

Surveillance à l'émission

Rejets canalisés

Les mesures sont réalisées selon les normes en vigueur lorsqu'elles existent. Elles sont le cas échéant réalisées par un organisme agréé.

Le programme de contrôle des rejets, effectué sous la responsabilité de l'exploitant, répond *a minima* aux dispositions qui suivent :

	Émissaires	Surveillance
1	Ligne de traitement 1 (BF1-2)	Mesure et enregistrement en continu du débit d'air et NH ₃ Mesure trimestrielle des odeurs (concentration et débit) en amont et en aval de l'installation Mesure annuelle de polluants (concentration et flux) portant au moins sur les paramètres suivants : H ₂ S, NH ₃ , mercaptans, amines, aldéhydes/cétones, alcools
2	Ligne de traitement 2 (BF3)	Mesure et enregistrement en continu du débit d'air Mesure trimestrielle des odeurs (concentration et débit) en amont et en aval de l'installation Mesure annuelle de polluants portant au moins sur les paramètres suivants (concentration et flux) : H ₂ S, NH ₃ , mercaptans, amines, aldéhydes/cétones, alcools Mesure semestriel pour les paramètres COV totaux et poussières
3	Ligne de traitement 3 (CA)	Mesure trimestrielle des odeurs (concentration et débit) en amont et en aval de l'installation Mesure annuelle de polluants portant au moins sur les paramètres suivants (concentration et flux) : H ₂ S, NH ₃ , mercaptans, amines, aldéhydes/cétones, alcools

Le suivi du paramètre polluant « poussières » pourra être révisé après justification par l'exploitant de l'absence de ce polluant dans ses rejets en accord avec l'inspection des installations classées.

En complément à la surveillance des rejets des installations de combustion prévue à l'article V.4.4, les contrôles suivants sont par ailleurs réalisés sur les rejets des installations de combustion :

	Émissaires	Surveillance
4 a-b-c	Groupes de cogénération (x3)	Mesure et enregistrement en continu : SO ₂ Mesure annuelle de polluants sur les paramètres suivants (concentration et flux) : H ₂ S en amont et en aval des installations de combustion (évaluation du rendement de la combustion), benzène, HAP, tétrachloroéthylène, tétrachlorure de carbone, toluène, COV totaux Mesure annuelle des odeurs (concentration et flux)

	Émissaires	Surveillance
5	Chaudière	Mesure annuelle de polluants sur les paramètres suivants (concentration et flux) : H ₂ S en amont et en aval des installations de combustion (évaluation du rendement de la combustion), benzène, HAP, tétrachloroéthylène, tétrachlorure de carbone, toluène, COV totaux dès lors que l'installation fonctionne plus de 175 heures sur les 12 mois glissants
6 a-b-c-d	Torchères (x4)	Mesure annuelle de polluants sur les paramètres suivants (concentration et flux) : H ₂ S en amont et en aval des installations de combustion (évaluation du rendement de la combustion), benzène, HAP, tétrachloroéthylène, tétrachlorure de carbone, toluène, COV totaux dès lors que l'installation fonctionne plus de 175 heures sur les 12 mois glissants

Au regard des résultats et évolutions relevés sur une période d'observation pertinente, le programme de surveillance minimal fixé ci-dessus (conditions du suivi analytique, fréquences, paramètres) peut être adapté et révisé, sur demande motivée, après concertation avec l'inspection des installations classées.

Émissions diffuses

L'exploitant procède à une quantification des rejets diffus d'odeurs sur la base :

- de mesures des concentrations d'odeurs à la source et/ou en ambiance ;
- d'une estimation des débits d'air sortant des bâtiments d'exploitation.

La méthodologie retenue pour cette quantification et les incertitudes associées sont présentées et discutées. Les modalités et hypothèses de calculs sont dans la mesure du possible corroborées par des mesures sur site. Les incertitudes sont présentées et discutées.

Des mesures par traçage gazeux sont réalisées et les taux de renouvellement d'air des halls considérés pour le calcul sont comparés aux résultats obtenus.

Sans préjudice des exigences liées à la protection des travailleurs et à la prévention des risques, l'exploitant réalise un suivi régulier de la qualité de l'air dans le hall de compostage (zone 8) par des mesures *in situ* portant a minima sur les teneurs en NH₃ et H₂S (molécules odorantes).

La quantification des émissions diffuses est actualisée si nécessaire en cas de modifications ou en fonction des résultats obtenus dans le cadre de la surveillance du site.

Surveillance dans l'environnement

Conditions météorologiques

L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont enregistrées.

État initial

En préalable à la mise en service, même partielle, des installations, l'exploitant fait procéder par un organisme compétent à une évaluation de l'intensité odorante selon la norme NF X 43-103 permettant de cartographier les niveaux perçus sur différentes distances par rapport au site et selon des directions les plus pénalisantes tant en ce qui concerne l'occupation des terrains que l'influence des vents.

Campagne de mesures de l'intensité odorante dans l'environnement du site (suivi)

L'exploitant réalise ce contrôle régulièrement afin de disposer d'éléments de mesure significatifs du

fonctionnement des installations, y compris lors de la mise en service de la torchère. En ce sens, toutes les phases transitoires d'exploitation, les éventuels dysfonctionnements et les conditions météorologiques sont précisément consignées pendant les mesures. Un tel contrôle est également réalisé à l'occasion du premier remplacement des médias filtrants des biofiltres.

Les conditions dans lesquelles sont réalisés ces contrôles, y compris le point zéro, doivent être suffisamment décrites et de durée suffisante pour être reproductibles.

Une mesure annuelle de l'intensité odorante est réalisée par un organisme compétent.

Dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, un nouveau contrôle est réalisé et comparé à l'évaluation de l'état initial et aux mesures annuelles effectuées depuis le début de l'exploitation du site. Le rapport associé est transmis à l'inspection des installations classées.

Diagnostic et étude de dispersion

Le diagnostic et l'étude de dispersion justifiant le respect de l'objectif de qualité de l'air fixé à l'article V.3.2 du présent arrêté sont réexaminés annuellement et le cas échéant mis à jour en considérant les résultats de la surveillance réalisée en application du présent arrêté et les modifications apportées aux installations.

Pour cette étude, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.

Suivi des plaintes relatives aux nuisances olfactives

L'exploitant organise l'information des populations riveraines et met à disposition un numéro d'appel qui permet d'enregistrer les éventuelles déclarations sur des pollutions odorantes.

Ces appels sont consignés dans un registre où sont mentionnés pour chaque appel les éléments d'information recueillis (date, heure, localisation, type de nuisances) ainsi que les conditions de fonctionnement de l'usine et les paramètres météorologiques.

Les événements ainsi signalés sont analysés et exploités de manière à identifier les causes des nuisances ressenties et mettre en place dans la mesure du possible les mesures nécessaires pour y remédier.

Bilan relatif à la prévention des odeurs et des nuisances olfactives

Bilan sur la surveillance des odeurs

L'exploitant réalise chaque année un bilan des actions et mesures menées pour la prévention des odeurs et des nuisances olfactives liées au site.

Ce bilan reprend et analyse l'ensemble des résultats des différents dispositifs de surveillance sur la période écoulée.

En cas de non-respect des conditions fixées par le présent arrêté en matière d'odeurs, notamment en termes d'objectif de qualité de l'air, l'exploitant propose les améliorations nécessaires à l'installation ou à ses modalités d'exploitation pour atteindre cet objectif.

Le document est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 30 avril de chaque année. Une synthèse est présentée dans le cadre de l'information annuelle prévue à l'article IX.2 du présent arrêté.

Bilan de performances et investigations complémentaires

L'exploitant fait réaliser un bilan de performances des installations en matière de prévention des odeurs et des nuisances olfactives suite aux modifications apportées.

Ce bilan est complété par une étude relative aux solutions possibles pour améliorer et/ou renforcer le traitement des odeurs sur le site, notamment au niveau des émissions diffuses résiduelles.

Cette étude s'appuie sur les résultats des surveillances réalisées en application des articles précédents.

Article V.4 Installations de combustion

Les installations de combustion (moteurs, chaudière, torchère) doivent être équipées des appareils de réglage et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

Le réglage et l'entretien des installations de combustion, de leurs équipements de conduite, des conduits d'évacuation et des éventuels dispositifs de traitements des fumées doit se faire aussi soigneusement et fréquemment que nécessaire, afin d'assurer le respect des valeurs limites édictées ci-après.

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien sont consignés par écrit.

Pour le moins, les installations de combustion sont, le cas échéant, équipées et contrôlées conformément aux dispositions des articles R224-16 à R224-19 relatifs aux installations fixes d'incinération, de combustion ou de chauffage et des articles R224-16 à R224-19 du code de l'environnement relatifs au rendements, équipements et contrôles des chaudières.

V.4.1 Conduits d'évacuation des effluents canalisés

Les caractéristiques de construction des conduits d'évacuation à l'atmosphère, doivent assurer une bonne diffusion des fumées de façon à ne pas entraîner de gêne dans les zones accessibles à la population. La forme des conduits doit être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

Les cheminées doivent présenter les hauteurs minimales suivantes :

Installation de combustion	dénivelé entre le sol et le débouché de la cheminée
moteurs	13 m
chaudière	15 m
torchère	11 m

Afin de permettre le contrôle à l'émission de gaz et poussières, les cheminées doivent être pourvues d'orifices obturables et commodément accessibles permettant des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère. Les sections de mesures doivent être implantées et les conduits aménagés de façon à respecter les règles générales définies par la norme NF X 44-052.

V.4.2 Limitation des rejets atmosphériques

Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins), de pression (101,3 kilo pascals) et de teneur en oxygène (*précisée ci-après*) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

Les valeurs limites des rejets s'imposent à des prélèvements, mesures, ou analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. 10% des résultats des mesures pourront dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

V.4.3 Valeurs limites

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère et les teneurs en polluants des émissions gazeuses doivent respecter les valeurs limites suivantes :

	Chaudière	Moteurs	Torchère
Vitesse minimale des gaz	8 m/s	35 m/s	10,5 m/s
Débit des gaz	2 200 Nm ³ /h	18 000 Nm ³ /h	20 000 Nm ³ /h

Teneur en O ₂ sur gaz sec	3 %	5 %	11 %
NOx	225 mg/Nm ³	525 mg/Nm ³	250 mg/Nm ³
CO	250 mg/Nm ³	1 200 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³
Poussières	50 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³
COV hors méthane	50 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³	50 mg/Nm ³

Les flux journaliers moyen et maximum des rejets à l'atmosphère de l'ensemble du site resteront inférieurs aux valeurs suivantes :

	Flux moyen	Flux maxi
NOx	221 kg/j	230 kg/j
CO	490 kg/j	520 kg/j
Poussières	66 kg/j	75 kg/j

Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

V.4.4 Surveillance des rejets

L'exploitant doit mettre en œuvre des moyens de surveillance de ses effluents atmosphériques et de leurs effets sur l'environnement lui permettant de connaître les flux rejetés et les concentrations avec une précision et dans des délais suffisants pour agir sur la conduite et le réglage des installations. Ces actions garantiront le respect des valeurs limites de rejet.

Les contrôles à l'émission doivent être effectués conformément aux règles de l'art et suivant les méthodes normalisées, dans la mesure où il en existe d'expérimentales ou d'homologuées à la date du présent arrêté. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX44.052 doivent être respectées.

Les appareils de mesure devant être mis en place pour satisfaire aux dispositions du présent arrêté et notamment aux contrôles en continu doivent être implantés de manière à :

- ne pas empêcher les mesures périodiques et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesure de celle-ci;
- pouvoir fournir des résultats de mesure représentatifs, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles périodiques.

Sur les conduits d'évacuation des fumées, l'exploitant fait réaliser annuellement par un organisme agréé un contrôle de la qualité des rejets atmosphériques portant sur l'ensemble des paramètres visés ci-dessus ainsi que sur les paramètres HCL et HF.

Les mesures effectuées par des laboratoires agréés et indépendants de l'exploitant doivent être mises à profit afin de recalibrer les dispositifs de mesures d'autosurveillance mis en place par l'exploitant.

Article V.5 Émissions diffuses et envols

Les dispositions définies ci-dessus pour la maîtrise des émissions d'odeurs concernant le confinement des opérations de transit, traitement et stockage de déchets bruts ou compostés ainsi que le bâchage à minima des véhicules de transport doivent être également appliquées pour éviter les envols.

L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment l'ensemble des aires, pistes de circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières et de matières solides. Les produits de ces nettoyages doivent être traités en fonction de leurs caractéristiques.

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les

émissions diffuses et les envois de poussières.

Article V.6 Autres contrôles

Des mesures et des contrôles supplémentaires ou occasionnels peuvent à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant à l'émission que dans l'environnement des installations. Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE VI ÉLIMINATION DES DÉCHETS INTERNES

Article VI.1 Gestion générale des déchets

Les déchets résultant de l'activité de l'établissement sont collectés, stockés et éliminés dans des conditions qui ne soient pas de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Toute disposition est prise afin de limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation économiquement possibles. Les diverses catégories de déchet sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

Sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté, la collecte et l'élimination des déchets doivent être réalisés conformément aux dispositions du titre IV, livre V, du Code de l'Environnement susvisé sur les déchets et des textes pris pour leur application.

Article VI.2 Stockage des déchets

Les déchets sont stockés dans des conditions telles qu'ils ne puissent être une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage (prévention des envois, des odeurs,...) et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Tous déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont stockés à l'abri des intempéries et dans des conditions conformes aux prescriptions du présent arrêté concernant notamment:

- les précautions vis à vis des produits chimiques et notamment leur identification,
- la prévention des pollutions accidentelles des eaux et plus particulièrement les conditions d'aménagement des stockages et des rétentions.
- Les déchets sont stockés par catégories de déchets compatibles entre eux ou avec les matériaux constitutifs des équipements de stockage et dont le mélange n'est pas susceptible :
 - de générer des réactions incontrôlées pouvant conduire à la formation ou à l'émission de produits toxiques, inflammables ou explosifs,
 - de nuire aux conditions normales d'élimination ou de valorisation des déchets pris séparément.

Tout stockage de déchets hors des zones prévues à cet effet est interdit.

Article VI.3 Élimination des déchets

Lorsque l'exploitant cède tout ou partie des déchets qu'il produit à une entreprise de transport, de négoce ou de courtage de déchets, il s'assure au préalable que cette entreprise répond aux obligations des articles R541-49 à R541-61-2 du code de l'environnement et peut en particulier justifier de sa déclaration d'activité en préfecture.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur notamment concernant le transport de matières dangereuses.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés.

VI.3.1 Déchets banals

Conformément aux articles R543-42 à R543-134 du code de l'environnement, les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie.

VI.3.2 Déchets dangereux

Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination; les documents justificatifs sont conservés au minimum pendant 3 ans.

Cette disposition concerne également les déchets banals souillés par des produits toxiques ou polluants.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur notamment concernant le transport de matières dangereuses.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés.

Il est enfin tenu à l'émission d'un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique conformément à l'article R541-45-I du code de l'environnement.

Article VI.4 Suivi de la production et de l'élimination des déchets

L'exploitant assure une comptabilité précise des déchets produits, cédés, stockés ou éliminés.

A cet effet, il tient à jour un registre daté conforme à l'arrêté ministériel du 30 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, sur lequel sont notées notamment les informations suivantes :

- les quantités de déchets produites, leurs origines, leurs natures, leurs caractéristiques, les modalités de leur stockage
- les dates et modalités de leur récupération ou élimination en interne,
- les dates et modalités de cession, leur filière de destination.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de 3 ans.

CHAPITRE VII PRÉVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS

Les installations sont implantées, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou solidiens susceptibles de compromettre la tranquillité du voisinage.

Article VII.1 Véhicules - Engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est peu fréquent, de courte durée et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Dans le cadre de la maintenance préventive de tels appareils et sans préjudice des obligations résultant d'autres réglementations, l'exploitant met en œuvre tous moyens appropriés permettant de s'assurer de leur bon fonctionnement tout en limitant les effets sonores de leur déclenchement.

Article VII.2 Vibrations

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (JO du 22 octobre 1986), relative

aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article VII.3 Limitation des niveaux de bruit

VII.3.1 *Principes généraux*

Au sens du présent arrêté, on appelle :

- **émergence** : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A, notés $L_{Aeq,T}$ du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (installations à l'arrêt). Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement;
- **zones à émergence réglementée** :
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'autorisation et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse),
 - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation,
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés dans les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'autorisation, et, le cas échéant, en tout point de leurs parties extérieures les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion des parties extérieures des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

VII.3.2 *Valeurs limites de bruit*

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dBA pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les différents niveaux de bruits sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Aeq} . L'évaluation de ce niveau se doit faire sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant des installations.

VII.3.3 *Autocontrôles des niveaux sonores*

Dans un délai d'un an, à compter de la notification du présent arrêté, lors de la mise en œuvre des nouvelles installations, puis tous les trois ans, l'exploitant fait réaliser à ses frais une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par un organisme ou une personne qualifié et indépendant. Ces mesures se font en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementées les plus sensibles.

L'acquisition des données à chaque emplacement de mesure se fait conformément à la méthodologie définie dans l'annexe technique de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les conditions de mesurages doivent être représentatives du fonctionnement des installations. La durée de mesurage ne peut être inférieure à la demi heure pour chaque point de mesure et chaque période de référence.

CHAPITRE VIII PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article VIII.1 Principes directeurs et caractérisation des risques

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

VIII.1.1 Zonage des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion, d'émanations toxiques ou d'écoulement de produits dangereux pour l'environnement en raison de la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

VIII.1.2 Dossier « situations accidentelles »

Le dossier « situations accidentelles » comprend des informations de base nécessaires à la connaissance des mécanismes accidentels envisageables, ainsi que les plans d'alerte, d'évacuation, d'intervention, existants sur le site.

Établi sous la responsabilité de l'exploitant, le dossier « situations accidentelles » comprend au moins les éléments suivants :

- la liste des produits, opérations et manipulations potentiellement dangereux ;
- la liste des réactions et transformations physico-chimiques mises en œuvre dans l'établissement, comprenant les informations permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité ;
- incompatibilités éventuelles entre les produits et matériaux utilisés dans les installations ;
- délimitation des conditions opératoires sûres et recherche des causes éventuelles de dérive des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctives à prendre ;
- schéma de circulation des fluides et bilans matières ;
- modes opératoires ;
- consignes de sécurité propres à l'installation. Celles ci prévoient en particulier explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.
- Le dossier « situations accidentelles » est révisé et complété au fur et à mesure ;
- de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui le compose ;
- des modifications qui surviendraient dans l'unité, les opérations, les produits, l'environnement concerné.

VIII.1.3 Précautions vis à vis des produits chimiques

Connaissance des produits - Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les produits dangereux doivent être stockés de façon à éviter toute implication de ces produits dans un incendie.

Registre entrées/sorties

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

VIII.1.4 Information de l'inspection des installations classées

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé.

Il fournira à ce dernier, sous 24 heures, un premier rapport écrit sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier. Un rapport complet lui est présenté sous quinze jours au plus tard.

Article VIII.2 Facteur et éléments importants destinés à la prévention des accidents

VIII.2.1 Liste des éléments importants pour la sécurité

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

VIII.2.2 Caractéristiques des facteurs et dispositifs importants pour la sécurité

Les dispositifs importants pour la sécurité, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connue de l'exploitant.

Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.).

Toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée; l'alimentation et la transmission du signal sont à sécurité positive.

Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'un dispositif important pour la sécurité, l'installation est arrêté et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

VIII.2.3 Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr. Les paramètres mesurés sont reportés en salle de contrôle et enregistrés.

Des dispositions sont prises pour permettre, en cas de dépassement de seuils critiques préétablis, d'alarmer le personnel de surveillance de tout incident et de mettre en sécurité les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement. Cette mise en

sécurité doit être déclenchée automatiquement en cas de dépassement des seuils critiques définis pour la surveillance de la concentration en oxygène ou de la pression du ciel gazeux des digesteurs. Les digesteurs sont inertés pendant les phase de démarrage ou d'arrêt.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont le cas échéant à sécurité positive.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définis.

Sont notamment concernés :

- les dispositifs de régulation de la température de l'air d'oxydation du compost,
- les dispositifs de suivi des caractéristiques du biogaz notamment la concentration en oxygène et la pression du ciel gazeux. Ce suivi est réalisé de manière indépendante sur chaque ligne de biodigester,
- les dispositifs de sécurité de la torchère (détection de flamme et mesure de pression).

VIII.2.4 Dispositif de conduite

Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurées, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.

Le dispositif de conduite des unités est centralisé en salle de contrôle.

Sans préjudice de la protection de personnes, les salles de contrôle des unités sont protégées contre les effets des accidents survenant dans leur environnement proche, en vue de permettre la mise en sécurité des installations.

VIII.2.5 Surveillance et détection des zones de danger

Les installations susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour le voisinage et l'environnement sont munies de systèmes de détection et d'alarme dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

Sont notamment concernées les installations suivantes :

- la fosse de stockage des déchets ménagers (détection incendie) ;
- les locaux électriques (détection incendie) ;
- les locaux des moteurs de cogénération, de la chaudière et des compresseurs (détection gaz et incendie).

L'implantation et le nombre des détecteurs résulte d'une étude préalable permettant d'informer rapidement le personnel de tout incident et prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarme sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation,
- une mise en sécurité de l'installation selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

VIII.2.6 Alimentation électrique

Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

VIII.2.7 Utilités destinées à l'exploitation des installations

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Article VIII.3 Prévention des pollutions accidentelles des eaux

VIII.3.1 Aménagements - exploitation

Toutes les dispositions doivent être prises dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour éviter toute pollution accidentelle des eaux ou des sols en particulier par déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Le chargement ou le déchargement de tout produit susceptible d'être à l'origine d'une pollution, ne pourra être effectué en dehors des aires spéciales prévues à cet effet et capables de recueillir tout produit éventuellement répandu ainsi que les eaux de lavage. Cette obligation vaut également pour le ravitaillement des engins de chantier en carburant et pour leur entretien.

Tout stockage de produits susceptibles d'occasionner une pollution des eaux superficielles ou souterraines ou du sol, doit être associé à une capacité de rétention des liquides polluants qui pourraient être accidentellement répandus.

Dans le cas des stockages de produits liquides tels que les hydrocarbures, le volume de cette rétention est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand stockage associé,
- 50% de la capacité globale des stockages associés.

VIII.3.2 Moyens d'intervention

L'exploitant doit disposer de moyens d'intervention immédiate afin de maîtriser au plus tôt tout épanchement ou fuite de produit polluant notamment en cas de fuite sur un réservoir d'engin de chantier. Les zones et matériaux éventuellement souillés sont éliminées comme déchets spéciaux conformément aux dispositions du présent arrêté.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de ces moyens.

Article VIII.4 Prévention des risques d'incendie et d'explosion

VIII.4.1 Principes généraux de maîtrise des risques d'incendie et d'explosion

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

VIII.4.2 Bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à sa propagation.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

La salle de contrôle et les locaux dans lesquels sont présents des personnels de façon prolongée, sont implantés ou protégés vis à vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les bâtiments d'exploitation sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 1 % de la superficie du bâtiment ou de la partie concernée du bâtiment. Cette surface sera de 2% pour le bâtiment des fosses de réception des déchets.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de chaque bâtiment de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

VIII.4.3 Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation de "permis de travail" pour les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

VIII.4.4 Interdiction des feux

Il est interdit de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

VIII.4.5 Travaux divers

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxiques sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et le cas échéant « permis de feu » délivré par une personne nommément désignée et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier ; la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.
-

VIII.4.6 Matériel électrique

Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art, notamment aux normes UTE et aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 et ses textes d'application.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état et protégés des corrosions et des chocs. Ils ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être

convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

VIII.4.7 Protection contre les courants de circulation

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Des dispositions doivent être prises en vue de réduire les effets des courants de circulation.

VIII.4.8 Zones à atmosphère explosive

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel précité.

Les vérifications annuelles des installations électriques portent notamment sur la conformité du matériel au regard des zones à atmosphère explosive. Les observations émises à ce titre lors de ces contrôles périodiques doivent être corrigées sans délai.

Après chaque vérification, et si besoin mise en conformité, un document établi par l'organisme de contrôle, doit certifier la conformité des installations au regard des risques d'explosion et d'incendie. Ce document est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

VIII.4.9 Protection contre la foudre

Les installations doivent être protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

Article VIII.5 Organisation et moyens d'Intervention

VIII.5.1 Plan d'Intervention

Principes généraux

En cas d'accident, l'exploitant doit assurer à l'intérieur de son établissement, la direction des secours.

Dans ce but, l'exploitant doit définir et formaliser les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie (PDI) ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entrepôts intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.

Garantie d'efficacité du plan

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du Plan ; cela inclut notamment :
 - l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
 - la formation du personnel intervenant,
 - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
 - l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du Plan. Cette périodicité est de 5 ans,
- la mise à jour systématique du Plan en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Diffusion du plan de défense contre l'incendie

Un exemplaire du PDI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Les modifications notables successives du plan doivent être soumises à la même procédure de diffusion.

VIII.5.2 Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

Équipe d'intervention

Pour l'application du plan d'intervention précité, une équipe permanente d'intervention d'urgence en cas de sinistre est constituée au sein de l'établissement. Sa constitution et ses modalités d'intervention doivent être en rapport avec les objectifs de protection définis dans ledit plan.

Les membres de cette équipe doivent être spécialement formés aux différentes formes d'intervention possibles dans les installations (information complète sur les produits, sur les moyens d'intervention disponibles et sur les consignes). Des exercices de simulation doivent être organisés à des intervalles n'excédant pas six mois.

Moyens relatifs aux incendies - explosions

L'exploitant dispose à demeure de moyens d'alerte et d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens comprennent au moins :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;
- des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. Ils sont protégés du gel;
- un réseau d'eau public ou privé alimentant au moins cinq poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau doit être maillé et capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m³/h chacun, des poteaux d'incendie pendant une durée minimale de deux heures. L'exploitant doit s'assurer que les poteaux d'incendie disponibles sur le site ou à proximité immédiate sont conformes aux dispositions des normes en vigueur pour les règles d'implantation.
- un dispositif d'extinction automatique au niveau du hall 8, dans les locaux des sécheurs et de stockage du digestat séché ;
- un dispositif d'aspersion sur la fosse de réception des ordures ménagères.

VIII.5.3 Entretien des moyens de secours

Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état et contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser 1 an, ainsi qu'après chaque utilisation.

Les date, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE IX AUTRES DISPOSITIONS

Article IX.1 Déclaration annuelle

L'exploitant est tenu d'effectuer chaque année une déclaration à l'administration concernant les quantités de déchets traités ainsi que les rejets dans l'air et dans l'eau.

Cette déclaration est faite avant le 1er avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente. Elle est réalisée par voie électronique par l'exploitant suivant des modalités précisées par l'inspecteur des installations classées.

Article IX.2 Information annuelle

Les dispositions du code de l'environnement fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets (articles R 125-1 à 125-8 du code de l'environnement) sont applicables.

En particulier, l'exploitant établit un dossier qui comprend :

1. Une notice de présentation des installations avec l'indication des diverses catégories de déchets pour la prise en charge desquels les installations ont été conçues ;
2. L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;
3. Les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions législatives des titres Ier et IV du livre V du Code de l'Environnement;
4. La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement des installations, celles prévues pour l'année en cours;
5. La quantité et la composition mentionnées dans le présent arrêté, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des rejets de toutes natures notamment dans l'eau et dans l'air ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;
6. Les rapports de surveillance olfactométrique à l'émission et dans l'environnement ;
7. Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Chaque année, ce dossier est mis à jour et un exemplaire en est adressé au préfet, à l'inspecteur des installations classées et au maire de la commune de Montpellier; il peut être librement consulté à la mairie de cette commune.

L'exploitant participe et apporte tous éléments d'informations utiles à la Commission de Suivi de Site (CSS) et composée par un arrêté préfectoral spécifique.

Article IX.3 Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP)

La taxe générale sur les activités polluantes est déclarée, acquittée, recouvrée et contrôlée conformément aux articles 266 sexies à 266 terdecies du code des douanes en application de l'article L151-1 du code de l'environnement.

Article IX.4 Évolution des conditions de l'autorisation

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration peut juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

CHAPITRE X MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article X.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article X.2 Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Montpellier et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Montpellier pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de l'Hérault ;

- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Hérault pendant une durée minimale d'un mois.

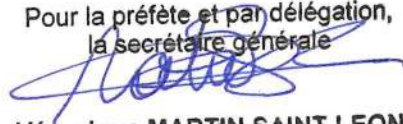
Article X.3 Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Hérault, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le maire de Montpellier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Montpellier, le - 7 MAI 2026

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale



Véronique MARTIN SAINT LEON

La présente décision peut, dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage sur le terrain ou en mairie pour les tiers, faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du préfet de l'Hérault – 34 place des Martyrs de la Résistance – 34062 MONTPELLIER CEDEX 2, soit hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CEDEX 08. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 6 rue Pitot – 34000 MONTPELLIER dans le délai maximal de deux mois à compter de sa notification pour le bénéficiaire et dans un délai de deux mois à compter de la date d'affichage sur le terrain ou en mairie pour les tiers, ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible via le site www.telerecours.fr

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

